

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013-2014 DU CQDE

PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CQDE

18 novembre 2014



© 2014
Centre québécois du droit de l'environnement
454, avenue Laurier Est
Montréal, Québec, Canada
H2J 1E7
Téléphone: (514) 272-2666 poste 26
Courriel: info@cqde.org
Site internet: www.cqde.org

Reproduction d'extraits de ce document permise en citant la source.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PRÉSENTATION DU CQDE	1
PRINCIPAUX AXES D’ACTION	2
Hydrocarbures et ressources naturelles	2
· Nouvelle Loi sur les mines	2
· Projet Énergie Est	2
· Recours judiciaire pour l’application des lois environnementales sur Anticosti	3
· Interventions sur les gaz de schiste	3
Protection des milieux naturels et des espèces en péril	4
· Recours judiciaire pour assurer la protection des bélugas à Cacouna	4
· Recours judiciaire pour assurer la protection des rainettes faux-grillon	4
· Mise à jour du guide des bonnes pratiques en intendance privée	5
Information et participation publique en environnement	5
· Modifications à la Loi sur le lobbying	5
· Guide sur les citoyens en environnement	5
· Dossier de la Cimenterie Port Daniel	5
· Questions ponctuelles du public	5
COMMUNICATIONS ET PROMOTION	6
Site internet et réseaux sociaux	6
Couverture de presse	6
FINANCEMENT	6
Spectacle bénéfice BéluGala	6
ADMINISTRATION ET MEMBRES	7
Administration	7
Journée de réflexion stratégique	7
Membres	7
Supervision des stagiaires	8
ANNEXE A - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CQDE	9
Membres du conseil d’administration en date du 30 juin 2014	9
Membres du comité exécutif	9
Membres honoraires	9
ANNEXE B - COUVERTURE DE PRESSE DU CQDE	10
ANNEXE C – CONFÉRENCES PRONONCÉES PAR LE CQDE	12

INTRODUCTION

Le présent *Rapport d'activités 20143-14* présente les activités réalisées par le *Centre québécois du droit de l'environnement* (CQDE) du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 puisque l'année financière du CQDE s'étale sur cette période.

PRÉSENTATION DU CQDE

Né sous l'impulsion d'un groupe de juristes intéressés par les aspects juridiques des enjeux environnementaux, le Centre québécois de droit de l'environnement (ci-après le « **CQDE** » ou le « **Centre** ») a été fondé en 1989. Depuis près de 25 ans, le CQDE joue un rôle actif au sein de la société québécoise en intervenant dans les débats environnementaux importants qui animent l'actualité.

Mission

Le CQDE, un organisme à but non lucratif, s'est donné pour mission de promouvoir les outils juridiques et les pratiques environnementales responsables. Dans l'intérêt collectif, il privilégie le développement de modes de gestion de l'environnement qui placent l'action citoyenne au cœur des mécanismes de protection de la qualité de nos milieux de vie.

Actions

Le CQDE agit devant les instances judiciaires pour favoriser le développement d'une jurisprudence progressiste dans les domaines juridiques liés à l'environnement. À cet égard, l'expertise du CQDE et de ses juristes en matière de droit de l'environnement a été reconnue par les tribunaux.

Le CQDE participe aussi aux consultations gouvernementales portant sur diverses réformes législatives et réglementaires. Cette implication a donné lieu à près de cinquante mémoires et analyses juridiques à l'attention de commissions parlementaires, du Sénat et des ministres concernés.

Le CQDE offre également des conférences en droit de l'environnement à l'intention des professionnels en environnement et du grand public. Il peut s'agir de cours sur des questions intéressant le citoyen, de séminaires sur des questions juridiques pointues ou de déjeuners-causeries sur les aspects juridiques de grands dossiers d'actualité.

Enfin, depuis sa fondation, le CQDE dispense de l'information juridique à des citoyens et des groupes de protection de l'environnement, leur permettant de faire la lumière sur les dimensions juridiques des problèmes environnementaux auxquels ils font face.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2013-2014

Le CQDE a poursuivi sa croissance au cours de la dernière année. Le souffle donné par l'embauche d'un chargé de projet en novembre 2012 s'est poursuivi cette année. Bien que ce soit survenu après la fin de l'année financière 2013-2014, mentionnons l'embauche d'une directrice-générale, Mme Karine Péloffy en septembre 2014. Le CQDE a été particulièrement actif devant les tribunaux et chapeaute trois recours qui ont comme point commun de demander l'application adéquate des lois environnementales canadiennes et québécoises. Il s'agit des dossiers Anticosti, bélugas de Cacouna, et de la rainette raux-grillon. Un recours a aussi été déposé devant la Cour supérieure du Québec quelques semaines après la fin de l'année financière.

Le CQDE a aussi poursuivi son travail de veille législative et réglementaire et a rédigé plusieurs mémoires dans le cadre de commission parlementaires et de commission du BAPE.

Enfin, notre organisme a répondu à de nombreuses demandes citoyennes aux prises avec des problématiques environnementales présentant des aspects juridiques, ce qui est très souvent le cas!

Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour que le CQDE soit en mesure de remplir pleinement et efficacement l'importante mission qui est la sienne.

PRINCIPAUX AXES D'ACTION

Les interventions du CQDE au cours de la dernière année concernent principalement trois domaines : les hydrocarbures et les ressources naturelles, la protection des milieux naturels et des espèces en péril, et l'information et la participation publique en environnement.

Hydrocarbures et ressources naturelles

- **Nouvelle Loi sur les mines**

Le CQDE a présenté en octobre 2013 un mémoire devant la commission de l'Agriculture des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de l'Assemblée nationale, un mémoire sur le projet de loi n° 43 *Loi sur les mines*. Le mémoire du CQDE soulignait particulièrement l'importance d'assurer un développement minier soucieux de la protection de l'environnement et du milieu de vie des populations confrontées aux activités minières sur leur territoire. Le CQDE est d'ailleurs intervenu publiquement à ce sujet.

- **Projet Énergie Est**

Force est de constater que le projet de pipeline Énergie Est constitue un dossier particulièrement important pour les citoyens et organismes environnementaux québécois et canadien, dont le CQDE. Nous avons suivi de très près le dossier et participons aux rencontres des groupes environnementaux et citoyens du Québec sur

ce dossier en plus d'avoir créer des liens avec des groupes environnementaux canadiens.

Le CQDE prépare un guide présentant les enjeux juridiques de ce dossier à l'intention des citoyens et groupes environnementaux. Une première version de ce guide a été complétée et distribué au cours du mois d'octobre 2014.

Des conférences d'information sur ce projet ont été prononcées devant des groupes citoyens et des groupes autochtones à travers le Québec.

Le CQDE est par ailleurs intervenu publiquement pour réclamer une évaluation québécoise du projet.

Le CQDE continuera de suivre ce dossier de près, de soutenir les citoyens affectés par le projet et d'intervenir auprès des instances d'évaluation environnementale.

- **Recours judiciaire pour l'application des lois environnementales sur Anticosti**

Le CQDE a poursuivi ses démarches judiciaires visant à assurer l'application adéquate des mécanismes de protection de l'environnement et de consultation publique pour les forages prévus sur Anticosti. Après un rejet au stade préliminaire en Cour supérieure en juillet 2013, la Cour d'appel nous a finalement donné raison le 16 avril 2014, en soulignant au passage la pertinence de la démarche initiée par le CQDE. Puis, suite à l'annonce du gouvernement de permettre des forages sur Anticosti lors de l'été 2014 sans exiger de certificat d'autorisation, le CQDE a déposé une demande d'injonction. Toutefois, deux semaines avant l'audition du recours, le gouvernement a adopté un décret encadrant les forages à venir, ce qui nous a contraints à nous désister de cette demande d'injonction.

Le recours n'est toutefois pas terminé, car à défaut d'avoir pu s'entendre sur les termes de ce que constituent les travaux de fracturation que Petrolia envisage à l'été 2015, nous poursuivons notre demande initiale en jugement déclaratoire sur ce volet des travaux.

- **Interventions sur les gaz de schiste**

Le CQDE poursuivi son implication dans le dossier des gaz de schiste au Québec. En février 2014, nous avons présenté devant la Commission du transport et de l'environnement de l'Assemblée nationale un mémoire sur le projet de loi no 37, visant à imposer un moratoire partiel sur les activités de recherche et d'exploitation du gaz de schiste au Québec, dans lequel nous recommandions le retrait du projet de loi.

En juin 2014, le CQDE a déposé et présenté un mémoire dans le cadre de la Commission du BAPE sur les gaz de schiste.

Protection des milieux naturels et des espèces en péril

- **Recours judiciaire pour assurer la protection des bélugas à Cacouna**

Devant l'imminence de travaux de forage en plein coeur de l'habitat des bélugas du Saint-Laurent pour la construction d'un terminal maritime visant l'exportation de pétrole provenant des sables bitumineux, le CQDE et ses partenaires ont déposé une demande d'injonction pour mettre un frein à ces travaux. Nous estimons que ces travaux ne respectaient pas les lois environnementales provinciales puisqu'ils allaient de l'avant sans certificat d'autorisation du gouvernement du Québec

Ces démarches ont porté leurs fruits, car l'entreprise s'est engagé à suspendre ses travaux qui devaient débiter incessamment, et a déposé, la veille de l'audience, des demandes d'autorisation auprès des autorités provinciales.

La requête en injonction a aussi permis d'obtenir plusieurs documents sur les travaux projetés que TransCanada refusait de divulguer et qui étaient demandés depuis plusieurs semaines par les experts scientifiques, les journalistes et les groupes environnementaux.

Le CQDE et ses partenaires ont continué leurs démarches dans ce dossier, ce qui a permis d'obtenir une injonction interlocutoire en septembre 2014, stoppant ainsi temporairement les travaux de forage.

Le CQDE et ses partenaires avaient aussi entrepris une demande de contrôle judiciaire à l'encontre du ministère de Pêches et Océans Canada en Cour fédérale pour faire la lumière sur le processus ayant mené à l'autorisation des travaux, selon nous à l'encontre de la loi fédérale protégeant les espèces en péril. Nous nous sommes depuis désisté pour concentrer nos efforts sur l'action en Cour supérieure.

- **Recours judiciaire pour assurer la protection des rainettes faux-grillon**

Le 24 avril 2010, le Centre québécois du droit de l'environnement et Nature Québec ont déposé conjointement une demande de contrôle judiciaire devant la Cour fédérale du Canada. Cette requête vise à contester la décision de la ministre de l'environnement du Canada, Leona Aglukkaq, de ne pas recommander la prise d'un décret d'urgence pour protéger la rainette faux-grillon alors même que l'analyse interne du ministère concluait à l'existence d'une menace imminente à son rétablissement en vertu de la Loi sur les espèces en péril.

Des travaux préliminaires d'un important projet domiciliaire ont débuté et menacent directement l'importante métapopulation de rainette faux-grillon de l'Ouest du Bois de la Commune à La Prairie, qui a déjà subi des pertes substantielles dans la dernière décennie. De manière inquiétante, l'espèce a disparu de 90% de son habitat historique dans le sud du Québec dans les 60 dernières années. De plus, des documents gouvernementaux ont depuis plusieurs années évoqué l'insuffisance des mesures en place pour protéger cette grenouille. Par la même occasion, ce recours a encouragé la publication du programme de rétablissement de la rainette préparé par Environnement Canada, qui aurait dû être publié en 2012.

- **Mise à jour du guide des bonnes pratiques en intendance privée**

Le CQDE a obtenu en mars 2013 le financement nécessaire pour mettre en branle le projet de mise à jour du Guide des bonnes pratiques en intendance privée. Ce projet, effectué conjointement avec le Réseau des milieux naturels protégés s'étendra sur environ deux ans et permettra à terme d'assurer des informations à jour et une meilleure accessibilité de cet important outil de référence destiné aux organismes de conservation au Québec.

Ce projet avance bon train et le site web qui accueillera la troisième version du Guide des bonnes pratiques en intendance privée sera en ligne au cours de l'année 2015.

Information et participation publique en environnement

- **Modifications à la *Loi sur le lobbyisme***

Le CQDE participe aux travaux du Comité de travail lobbyisme/OSBL de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles. Nous avons transmis une lettre à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale dans le cadre des consultations sur le rapport du Commissaire au lobbyisme du Québec intitulé « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme », afin de manifester notre opposition à l'imposition de

- **Guide sur les citoyens en environnement**

Le CQDE a donné mandat à Me Jean Baril de rédiger un guide sur les droits des citoyens en matière de protection de l'environnement au Québec. Ce guide sera complété et publié au cours de l'année financière à venir, dans le cadre du 25^e anniversaire du CQDE.

- **Dossier de la Cimenterie Port Daniel**

Le CQDE a offert du soutien juridique et est intervenu publiquement pour exiger que le projet de cimenterie de Port-Daniel soit soumis au processus d'autorisation qui ferait intervenir le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Une demande de révision judiciaire du dossier a été déposée conjointement avec Lafarge et Environnement Vert-Plus en août 2014.

- **Questions ponctuelles du public**

Comme par le passé, le Centre se fait un point d'honneur de répondre aux interrogations formulées par le public, que ce soit par communications téléphoniques ou électroniques. Nous estimons que le CQDE a reçu en moyenne 2 à 3 demandes d'information de toutes sortes à chaque semaine. Certaines de ces demandes ont été répondues directement par le chargé de projet, alors que d'autres, qui nécessitaient une expertise particulière, ont été transmises aux administrateurs ou collaborateurs les plus aptes à répondre à celles-ci.

Ces interventions ont principalement porté sur les sujets suivants : accès à l'information, développements immobiliers sur des territoires d'intérêts écologiques,

et processus d'autorisation et d'exploitation de certains projets industriels (mines, cimenteries, gaz de schiste).

COMMUNICATIONS ET PROMOTION

Site internet et réseaux sociaux

Régulièrement mis à jour depuis sa « refonte », notre site se veut un moyen de communication privilégié avec nos membres et nous y présentons les informations les plus récentes intéressant la communauté juridique en droit de l'environnement. On peut visiter le site au www.cqde.org.

De plus, nous gardons très active notre page sur le réseau social Facebook, ce qui contribue à nous faire connaître par la population. Plus de 3 000 personnes suivent nos publications. Nous vous invitons à vous y inscrire comme ami(e)! Nous sommes aussi actifs sur Twitter et LinkedIn.

Couverture de presse

Le CQDE a bénéficié d'une attention médiatique en hausse au cours de la dernière année, notamment en raison du travail de notre organisme sur les dossiers des gaz de schiste, d'Anticosti et des bélugas. Un résumé de la couverture de presse est inclus en annexe.

FINANCEMENT

Le financement du CQDE est pour le moment assuré par les cotisations de ses membres ainsi que par les honoraires professionnels facturés pour les conférences et les mandats et projets particuliers réalisés par le chargé de projet et par les administrateurs.

Au cours de la dernière année, l'avocat du CQDE a effectué plusieurs mandats juridiques en droit de l'environnement, droit des ressources naturelles, droit autochtone et droit corporatif pour des organismes publics (gouvernement, municipalités et organismes para-publics), des organismes à but non lucratif, des entreprises et des citoyens.

Le CQDE espère toujours obtenir une aide financière récurrente qui lui permettra d'accomplir pleinement sa mission. Nous sommes sur la liste permanente du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), et espérons obtenir du financement dans le cadre du programme de défense des droits.

Spectacle bénéfice BéluGala

Bien que cet évènement ait lieu dans l'année financière subséquente (2 juillet 2014), nous estimons utile de mentionner ce spectacle bénéfice qui s'est déroulé au LaTulippe à

Montréal. Organisé conjointement avec Fondation Rivières, cet événement a été un grand succès et a permis d'amasser près de 5 000\$ pour le recours judiciaire pour les Bélugas.

ADMINISTRATION ET MEMBRES

Administration

Essentiellement le fait de ses administrateurs, le CQDE profite actuellement d'un conseil d'administration volontaire et engagé. Plusieurs rencontres du conseil d'administration ont eu lieu au cours de la dernière année et nous tentons de maintenir un rythme d'une réunion aux deux mois. Les efforts des administrateurs se sont concentrés sur l'efficacité administrative de l'organisme et sur le rayonnement du Centre. Le conseil d'administration du CQDE a aussi vu de nouveaux administrateurs s'y joindre.

Le Centre a tenu six rencontres du conseil d'administration au cours de la dernière année financière : 26 août 2013, 3 octobre 2013, 21 novembre 2013, 11 décembre 2013, 19 février 2014, et 28 mai 2014. Trois comités ont été créés au sein du CQDE: juridique, financement et communications.

Journée de réflexion stratégique

Le 7 décembre 2013, le conseil d'administration du CQDE a organisé une journée de réflexion qui donnait suite à une autre ayant eu lieu en mai 2013 pour développer un consensus sur l'avenir du CQDE, identifier les grandes lignes et les pistes de solutions d'un plan de stratégie pour assurer son avenir et cerner les opportunités et les forces vives autour desquelles il pourrait développer et mettre en place son développement. Cette journée de réflexion a permis aux participants de poser un regard stratégique sur la mission, les modes d'intervention et les partenariats du CQDE en tenant compte de l'environnement québécois et canadien dans lequel il évolue. Les participants ont identifié plusieurs idées et pistes de solutions dont l'approfondissement et la mise en œuvre a débuté cette année et sera poursuivie lors de la prochaine année.

Membres

Le membership du CQDE s'établit à environ 50 organismes membres actifs à l'heure actuelle, ainsi que 158 membres individuels répartis dans 15 des 17 régions administratives du Québec. Le CQDE a significativement augmenté le nombre de membres individuels au cours de la dernière année (augmentation d'environ 50%), notamment grâce à nos divers dossiers judiciaires, qui nous ont procuré une notoriété et une visibilité accrues.

Supervision de stagiaires

Durant l'été 2013, le Centre a accueilli comme stagiaires Monsieur Simon Voyer-Poitras ainsi que Madame Judith Morissette, étudiants en droit à l'Université de Sherbrooke.

Depuis janvier 2014, le CQDE accueille Monsieur Sébastien Guertin, étudiant en droit à l'UQAM, à titre de stagiaire du CQDE.

Cet aperçu de nos activités démontre la pertinence de l'action du CQDE qui a continué d'agir malgré des ressources financières très limitées. À cet effet, il est important de souligner la contribution bénévole des membres du conseil d'administration.

ANNEXE A - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CQDE

Membres du conseil d'administration en date du 30 juin 2014

Jean Baril, *avocat et docteur en droit*
Michel Bélanger, *avocat*
Marie-Josée Caya, *femme d'affaires, Adm.A, MBA*
Cédric Gagnon-Ducharme, *avocat, MBA*
Guy Garand, *environnementaliste*
Jean-François Girard, *avocat et biologiste*
Sébastien Jodoin, *avocat*
Simon Lafrenière, *avocat et urbaniste*
Karel Mayrand, *environnementaliste*
Nicolas Milot, *docteur en sciences de l'environnement*
Karine Péloffy, *avocate*
Oleksandra Synytsyna, *avocate*
François Valiquette, *ing., avocat*
Pierre M. Valiquette, *consultant en conservation*

Membres du comité exécutif

Cédric Gagnon-Ducharme	Président
Michel Bélanger	Vice-président
Marie-Josée Caya	Trésorière
Karine Péloffy	Secrétaire
Nicolas Milot	Officier

* Pour une note biographique pour chacun des administrateurs, voir le site web du CQDE:
<http://www.cqde.org/a-propos/conseil-d'administration/>

Membres honoraires

- D^r François Reeves
- M. Michel Tessier
- Les Ami-es de la Batiscan

ANNEXE B - COUVERTURE DE PRESSE DU CQDE

Plus rien n'empêche le début des travaux de forage exploratoire à Anticosti

La Presse Canadienne - 30 juin 2014

Les travaux de forage à Anticosti peuvent débuter, plus aucun obstacle à l'horizon

98.5 FM (Montréal, QC) - 30 juin 2014

Plus rien n'empêche le début des travaux de forage exploratoire

La Presse Canadienne - 30 juin 2014

Plus rien n'empêche le début des travaux de forage exploratoire à Anticosti

Yahoo! Finance Quebec (ref. site web) - Yahoo! Québec - 30 juin 2014

Pétrolia pourra débuter ses travaux sans entraves

Le Journal de Québec (réf. site web) - 30 juin 2014

Pétrolia pourra débuter ses travaux sans entraves

Le Journal de Montréal (réf. site web) - 30 juin 2014.

Plus rien n'empêche les forages à Anticosti

MSN Canada (web site ref.) - MSN Canada - 30 juin 2014

Règlement du recours du Centre québécois du droit à l'environnement concernant les sondages stratigraphiques à Anticosti

Yahoo! Finance Quebec (ref. site web) - Yahoo! Québec - 30 juin 2014

Settlement of the Proceedings by the Centre quebecois du droit a l'environnement Relating to the Stratigraphic Survey Program on Anticosti Island

Web sites - Economy - BusinessWeek - June 30, 2014

Les environnementalistes demandent la suspension des travaux

Le Reflet (Delson, QC) - 18 juin 2014

Les environnementalistes demandent la suspension des travaux

Le Reflet (Delson, QC) - 18 juin 2014

Minuit moins une pour une espèce menacée en Montérégie

La Presse (site web) - La Presse - 12 juin 2014

«Arrêt de construire» réclamé - Grenouilles menacées à La Prairie

TVA Nouvelles (réf. site web) - LCN - 12 juin 2014

Grenouilles menacées à La Prairie

TVA Nouvelles (réf. site web) - LCN - 12 juin 2014

Des groupes environnementaux ont demandé à Québec une suspension immédiate des autorisations des travaux de...

TVA Nouvelles (réf. site web) - LCN - 12 juin 2014

Les craintes de Nature Québec pour Anticosti toujours vives

ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web) - 30 mai 2014

Exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti : Nature Québec n'est toujours pas rassuré

Le Huffington Post Quebec (réf. site web) - Huffington Post Canada - 30 mai 2014

Les craintes de Nature Québec pour Anticosti toujours vives

MSN Canada (web site ref.) - MSN Canada - 30 mai 2014

Un sursis pour les bélugas de Cacouna

Le Journal de Montréal - 24 mai 2014

Sursis pour les bélugas

Le Journal de Québec (réf. site web) - 23 mai 2014

Sursis pour les bélugas

Le Journal de Montréal (réf. site web) - 23 mai 2014

Blocage en vue des travaux d'exploration pétrolière à Anticosti

La Presse+ - 22 mai 2014

Blocage en vue des travaux d'exploration pétrolière à Anticosti

La Presse Affaires (site web) - La Presse - 22 mai 2014

Pétrole d'Anticosti: ça regarde vraiment mal pour cet été

LesAffaires.com - 14 mai 2014

Rainette à La Prairie: deux organismes veulent obliger Ottawa à agir

Roussillon Express - 30 avril 2014

Bras de fer en vue sur le caribou

La Presse - 28 avril 2014

Bras de fer en vue sur le caribou

Le Soleil - 28 avril 2014

Qui héritera du dossier du caribou forestier ?

La Presse+ - 28 avril 2014

Bras de fer en vue sur le caribou

La Presse (site web) - La Presse - 28 avril 2014

Le sort d'une grenouille devant la Cour fédérale

La Presse - 26 avril 2014

Exploration sur Anticosti : la Cour d'appel donne raison au CQDE et à Marc Lafrance

ICI Radio-Canada - Est du Québec (site web) - 16 avril 2014

Mise au point

Le Soleil - 15 mars 2014

Des juristes réclament un forage balisé

Le Soleil - 12 mars 2014

Un citoyen d'anticosti veut arrêter les forages pétroliers

Le Journal de Montréal - 18 février 2014

Cimenterie à Port-Daniel-Gascon : des travailleurs manifestent à Québec

ICI Radio-Canada - Est du Québec (site web) - 31 janvier 2014

Libre opinion - Pétrole : quels "hauts standards"?

Le Devoir - 16 janvier 2014

Forages à Anticosti - Les pétrolières sous la loupe

Le Devoir - 20 juillet 2013

Québec impose son tracé à Laval

La Presse - 12 juillet 2013

Construction en zones inondables: Québec impose son tracé à Laval

La Presse (site web) - La Presse - 12 juillet 2013

Québec intervient à Laval

La Presse+ - 12 juillet 2013

Québec retient la mise à jour de l'étude environnementale

Le Pharillon (Gaspé, QC) - 10 juillet 2013

ANNEXE C – CONFÉRENCES PRONONCÉES PAR LE CQDE

Date et lieu	Client	Sujet	Conférencier(ière)
10 août 2014 à Wentworth	Ville de Wentworth	Protection des bandes riveraines	Jean-François Girard
25 octobre 2013 Université de Sherbrooke	Association étudiante de l'Université de Sherbrooke	Pétrole de schiste à Anticosti - L'application de la LQE aux activités de Junex et Petrolia	Alexandre Desjardins
30 octobre 2013 Université du Québec à Montréal	Association étudiante de l'Université du Québec à Montréal	Pétrole de schiste à Anticosti - L'application de la LQE aux activités de Junex et Petrolia	Hugo Tremblay
22 janvier 2014 Greenpeace Montréal	Greenpeace Montréal	Pétrole de schiste à Anticosti - L'application de la LQE aux activités de Junex et Petrolia	Alexandre Desjardins
11 mars 2014 à Wendake	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador	Enjeux autochtones des projets de pipelines au Québec	Alexandre Desjardins
24 mars 2013, Université McGill	Revue internationale de droit et politique de développement durable de McGill	Dialogue de droit comparatif sur les changements climatiques sur la base de la cause américaine <i>Kivalina c. Exxonmobil</i>	Karine Péloffy
4 avril 2014 à Chateauguay (Ateliers sur la conservation)	Réseau des milieux naturels et Nature Québec	Initiations aux outils de conservation	Alexandre Desjardins
10 avril 2014, Québec (Université Laval)	Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement	Table ronde avec Daniel Turp animée par Paule Halley sur les recours en justice pour les victimes du changement climatique	Karine Péloffy
19 avril 2014 à Saint-Casimir (Festival du film de Portneuf sur l'environnement)	STOP Oléoduc Portneuf	Enjeux juridiques des projets de pipeline au Québec ¹	Alexandre Desjardins

¹ Cette conférence a aussi été prononcée à six reprises dans le cadre d'une tournée de conférences dans le Bas-St-Laurent en juillet 2014.